II

Le problème de l'indépendance syndicale devant les socialistes et les anarchistes à l'apogée du syndicalisme révolutionnaire

C'est dans les années 1904-1908 que la C.G.T. sembla avoir le vent en poupe. Elle excita alors le plus d'enthousiasme et le plus de jalousie.

Passé du marxisme au syndicalisme révolutionnaire, mais resté membre du Parti, Lagardelle dans un texte qui a le tranchant de l'épée exalte le syndicalisme aux dépens du socialisme classique et de l'anarchisme libertaire. Moins philosophe que Sorel, Lagardelle a beaucoup plus de force expressive et de clarté ; sa revue *Le Mouvement socialiste* est le meilleur périodique révolutionnaire qui ait jamais paru en France. Cependant, devant la poussée syndicale le parti politique de la classe ouvrière s'interrogeait dans ses congrès. Et à cette interrogation, comme à celle qu'à la même époque se posaient les anarchistes, on peut dire que la réponse de Lagardelle est un jugement lucide, même si sa critique souffre de ce que l'histoire a condamné tout autant ce qu'il exaltait que ce qu'il dénonçait.

Les débats des congrès socialistes nous montrent comment en 1907-1908 s'exprimaient les divers courants, et Delesalle, combien l'expérience concrète pouvait mettre en cause l'idéologie.

Monatte présenta à Amsterdam la défense des anarcho-syndicalistes dans un débat qui n'eut point de sanction, puisque les anarchistes ne connaissaient point la loi des majorités.

SYNDICALISME ET SOCIALISME

Ce texte est la préface d'un ouvrage collectif auquel ont collaboré Lagardelle, lui-même, pour deux autres parties, Robert Michels (sur l'Allemagne), Boris Kritchewsky (sur la Russie) et Griffuelhes. L'intérêt de cette critique du socialisme, d'un point de vue syndical, en plus de la solidité de la pensée, vient de ce que l'auteur était l'un des intellectuels importants du Parti.

1. Syndicalisme et socialisme

I. — Si la lutte de classe est tout le socialisme, on peut dire que tout le socialisme est contenu dans le syndicalisme, puisque hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe.

La lutte de classe implique une rupture totale entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire entre deux mondes qui ont de la vie une notion contraire. Elle suppose que la classe ouvrière, animée d'un esprit permanent de révolte contre les maîtres de la production et de la politique, est parvenue à s'isoler dans ses cadres naturels et à se créer de toutes pièces des institutions et une idéologie propres. A cette condition seulement, le socialisme de la lutte de classe conçoit comme réalisable le passage d'une société asservie à une société libre.

Or, ce double mouvement de négation du présent et de préparation de l'avenir, les deux formes extrêmes du socialisme traditionnel : le socialisme parlementaire et le socialisme anarchiste, ont été impuissantes à le réaliser.

Le socialisme parlementaire — tant sous ses aspects révolutionnaires que réformistes — a vécu de cette illusion que les partis sont l'expression politique des classes et que ces dernières trouvent dans le Parlement le mécanisme enregistreur de leurs forces respectives. Mais l'expérience a montré que les partis, loin d'être le décalque des classes sont un mélange hétéroclite d'éléments empruntés à toutes

les catégories sociales, et qu'il n'y a pas non plus de rapport entre l'influence politique des partis socialistes et la puissance réelle de la classe ouvrière. En fait, non seulement le socialisme parlementaire n'a pas opéré de scission irréductible entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais il est devenu un des facteurs constitutifs de l'État et un des agents de l'action solidariste de la démocratie.

Le socialisme anarchiste, malgré ses audacieuses révoltes, n'a pas eu des classes et de la lutte de classe une conception claire. Dans sa méconnaissance des choses de l'économie, il s'est adressé à tous les hommes indistinctement et a fait porter son principal effort sur la réforme individuelle par le procédé illusoire de l'éducation littéraire, rationaliste et scientifique. Mais la négation sentimentale et abstraite du principe d'autorité et de l'État est incapable de réduire la force oppressive de tous les pouvoirs de coercition, qui ne peuvent être éliminés que par les créations concrètes du prolétariat révolutionnaire. Il est arrivé ainsi à beaucoup d'anarchistes, grisés de culture idéologique et de superstition livresque, de se nourrir à leur insu de la substance intellectuelle de la bourgeoisie et de se rattacher par la communauté des idées au monde dont ils se séparaient par l'énergie des actes.

Le syndicalisme, au contraire, saisit la classe ouvrière dans ses formations de combat. Il la considère comme la seule classe qui puisse, par les conditions de sa vie et les affirmations de sa conscience, renouveler le monde, mais à la condition qu'elle reste étrangère à la société bourgeoise. Il prend les producteurs dans les cadres mêmes de l'atelier et des groupements qui le prolongent : syndicats, fédérations, bourses de travail , etc., et il organise leur révolte contre l'autorité patronale ; en niant le pouvoir et la loi, en enrichissant de fonctions les institutions ouvrières, il disloque l'État et le dépouille de ses prérogatives ; par la grève générale, il détruit, heure par heure, au fur et à mesure qu'elle se produit, l'œuvre mensongère d'union des classes que poursuit la démocratie ; il donne corps enfin aux idées spécifiques du prolétariat, c'est-à-dire à

cet ensemble de sentiments juridiques nés au cœur de la lutte et qui constituent la base du droit nouveau, du droit d'une société sans maîtres.

La rupture est ici totale, la lutte de classe est parfaite. Aucune des valeurs traditionnelles ne peut survivre à ce travail de destruction progressive. Nous sommes vraiment en face d'une classe qui n'utilise que ses acquisitions et qui est emportée par une formidable volonté de puissance. Elle entend être l'unique artisan de sa destinée et n'avoir de protecteur qu'elle-même. Où trouver force révolutionnaire plus active ?

II. — Les milieux nationaux les plus favorables au développement du syndicalisme sont ceux où les conditions historiques et politiques permettent la plus grande exaltation révolutionnaire du prolétariat et sa scission avec les autres classes.

Ce n'est pas un accident historique qui a fait naître le syndicalisme en France. Il y avait comme une prédisposition du milieu national. La réalisation du plein régime démocratique, qui a donné aux partis socialistes libre accès au pouvoir et qui a enfin créé l'État populaire, ne pouvait qu'ouvrir les yeux aux prolétaires. Du jour où ils ont vu s'incorporer à la société officielle les partis qui préconisaient la révolution, et du jour aussi où ils ont reconnu que le gouvernement démocratique, objet de leurs plus longs espoirs, était identique et pareil à tous les gouvernements, en ce sens qu'il ne modifiait en rien les rapports des classes ; dès ce jour, ils ont rompu avec la démocratie et se sont retranchés dans leurs organisations. Mais sans les traditions révolutionnaires de notre pays, qui font vibrer l'homme du peuple à l'annonce de toute entreprise héroïque, le syndicalisme n'aurait peut-être pas revêtu cette allure guerrière qui entretient sa flamme et lui communique une si haute vertu. Et on peut en dire autant pour l'Italie : si le syndicalisme a pu y jeter ses premières racines, c'est qu'ici aussi nous sommes dans une démocratie très évoluée, et qui a des origines révolutionnaires.

Mais il n'y a pas de dogme qui édicte que le syndicalisme

ne peut se développer que dans les seules démocraties animées de souvenirs épiques. La Russie, qui est aux antipodes de l'organisation politique de la France et de l'Italie, commence déjà à être agitée par un jeune mouvement syndicaliste révolutionnaire. C'est qu'ici, avec une autre force encore que dans nos démocraties latines, les traditions héroïques sont vivantes et s'alimentent tous les jours aux péripéties de la plus tragique des luttes. La masse ouvrière a l'accoutumance de l'action et du sacrifice, et elle se trouve naturellement à la hauteur des plus grandes tâches.

Par contre, les lourdes masses du socialisme allemand ne sont pas prêtes pour de tels élans. Le même rôle réactionnaire que l'Allemagne impériale joue dans l'Europe moderne, on peut dire que la social-démocratie le tient dans le socialisme contemporain. C'est la même pesanteur dogmatique, la même peur de toute liberté, le même fétichisme de l'autorité. Mais, en vérité, où le prolétariat allemand aurait-il pris ce goût de la lutte, sans lequel il n'y a pas de syndicalisme ? Il n'existe pas, en Allemagne, de traditions révolutionnaires capables de communiquer au peuple des aspirations incoercibles vers l'indépendance : tout, au contraire, dans le milieu national tend systématiquement à briser le libre élan de l'individualité et à l'enfermer dans les cadres rigides d'une organisation savamment autoritaire.

C'est pourquoi nous assistons à la ruine de l'antique dictature de la social-démocratie allemande et nous voyons se déplacer le centre de rayonnement de la pensée socialiste. Le foyer de vie est maintenant partout où un prolétariat jeune et ardent revendique le droit à l'action créatrice, et il semble avoir quitté à jamais le pays des scolastiques mortes.

III. — Le syndicalisme est vide de tout utopisme, en ce sens qu'il subordonne son triomphe à tout un ensemble de conditions préalables, et qu'en attendant il joue dans le monde un rôle rénovateur.

Plus de dogmes ni de formules ; plus de discussions vaines sur la société future ; plus de plans compendieux

d'organisation sociale ; mais un sens de la lutte qui s'avise par la pratique, une philosophie de l'action qui donne la première place à l'intuition, et qui proclame que le plus simple ouvrier engagé dans le combat en sait davantage que les plus abscons doctrinaires de toutes les écoles.

Il n'y a pas place dans une telle conception pour les rêveries utopiques qui annoncent à date fixe le bouleversement de la société. Mais les producteurs engagés dans la lutte syndicaliste savent d'instinct qu'il ne s'accomplira pas de changement en dehors de leur volonté et de leur organisation, et que les créations spontanées de la vie seront toujours plus riches que les plus merveilleuses inventions des fabricateurs de systèmes. Il suffit que les facultés guerrières du prolétariat soient sans cesse tenues en éveil et qu'il ne perde jamais l'énergie aventureuse qui fait les conquérants.

Par cette exaltation des forces vives de la classe ouvrière, par cet appel aux sentiments les plus émouvants de la personne humaine, le syndicalisme rend au socialisme le rôle civilisateur qu'il avait perdu. Partout où les idées nouvelles ont apparu, c'est comme un rajeunissement de la pensée socialiste et comme un clair réveil après un sommeil dogmatique. Ce souffle de printemps nouveau doit rendre confiance aux socialistes qui, sans trop espérer, ne désespèrent pas.

Syndicalisme et Socialisme,
Bibliothèque du Mouvement socialiste,
Avant-propos par Hubert Lagardelle,
Paris, M. Rivière, 1908, pp. 3-8.

2. Les congrès socialistes et les syndicats

Le débat du congrès de Limoges de la S.F.I.O. répond à celui du congrès d'Amiens de la C.G.T. Vaillant et Jaurès s'unissent dans le respect du syndicalisme dont ils comprennent les susceptibilités, ils font contre Guesde, dogmatique et hargneux, voter la

motion du Tarn. Au congrès socialiste suivant, à Nancy, Lagardelle va plus loin. C'est l'influence de la C.G.T. qu'il voudrait faire pénétrer dans le Parti.

Édouard Vaillant. — La Confédération générale du Travail est née au milieu de divisions politiques qui rendaient impossible la vie des syndicats et leur organisation. Elle devait avoir une grande défiance de l'organisation politique et de ses fractions qui se disputaient chez elle. Les libertaires ont pu, momentanément, tirer parti de cette situation. Le congrès d'Amiens a déclaré sa neutralité, décidé que les syndicats ne devaient pas être le champ clos où des opinions politiques différentes se combattraient, et que les camarades pouvaient aller discuter là où on fait de la politique.

La Confédération générale du Travail fut amenée à affirmer son indépendance même vis-à-vis du parti politique qui a le même but qu'elle, et c'est très légitime. Surtout elle ne voulait pas qu'on pût tendre à la subordination d'une action à l'autre. Nous ne le voulons pas non plus. Ce serait aussi criminel de subordonner la Confédération générale du Travail au Parti socialiste, que de vouloir subordonner le Parti socialiste à la Confédération générale du Travail. Les deux organisations ne sont pas encore arrivées à se rapprocher suffisamment et le personnel n'est pas identique. Si les ouvriers socialistes sont dans les syndicats, le contraire n'a pas lieu : tous les syndiqués ne sont pas socialistes. Nous avons donc intérêt à ce que la Confédération générale du Travail, qui est le terrain de recrutement de notre Parti, se développe. Cette combinaison d'actions deviendra tous les jours plus intime. C'est à la base que se fera le parallélisme d'action, et non par en haut. Ne cherchons pas à établir des rapports qui ne sont pas possibles encore, et contentons-nous de faire une déclaration semblable à celle du congrès d'Amiens, en déclarant que, nous aussi, nous reconnaissons l'autonomie de la Confédération générale du Travail, son droit de définir et exercer son action syndicale et révolutionnaire, que nous voulons la

seconder dans ses efforts, que nous sommes prêts à agir non seulement au premier mai, mais toujours quand son action se confond avec la nôtre, dans la grève générale par exemple.

L'unité ouvrière est réelle et s'établira, d'abord, dans les faits. Il importe que nous n'ayons pas même l'air de dépasser les limites qu'a posées la Confédération générale du Travail qui, très justement, ne veut pas d'une immixtion de notre part. Nous reconnaissons qu'elle est l'unité ouvrière économique corporative, comme elle pourra reconnaître plus tard que, politiquement, nous sommes l'unité ouvrière et que nous sommes, Confédération et Parti, les deux éléments formateurs de l'unité ouvrière totale, définitive.

Jules Guesde. — Disons et redisons aux prolétaires qu'en dehors du parti de la classe ouvrière s'emparant de l'État, il n'y a pas de transformation possible de la société et pas d'émancipation du travail.

. . . .

Faut-il vous rappeler les congrès internationaux de Paris en 1889, de Bruxelles en 1891, de Londres en 1896, de Paris en 1900 ? Tous ont été unanimes à reconnaître que l'action syndicale seule est insuffisante pour l'affranchissement des travailleurs, que l'action politique s'impose. On a même fermé les portes des congrès internationaux aux organisations corporatives qui ne s'inclineraient pas devant la nécessité de l'action politique. Et vous rompriez avec l'Internationale ouvrière pour vous entendre avec quelques anarchistes ! Je sais ce qu'on vous a dit : Ne vous mettez pas au ban de l'organisation ouvrière ; et moi je vous dis : Ne mettez pas le socialisme français au ban du socialisme international. Je demanderai au congrès de Limoges de vouloir bien rappeler à la Confédération générale du Travail ce qu'ont toujours affirmé tous les congrès des travailleurs du monde entier.

Qu'on fasse ce rappel, non pas comme une attaque, comme un acte de guerre — nous ne faisons la guerre à aucun travailleur, même quand il se trompe —, mais

comme un enseignement, pour empêcher qu'on ne trompe plus longtemps les travailleurs.

Il faut rappeler, de façon à être entendu et compris de tous, les conditions de l'émancipation humaine, conditions essentielles. Ce que le Nord[1] demande, c'est de proclamer une fois de plus que les deux actions, corporative et politique, s'imposent également, non pas comme ayant la même valeur, mais comme ayant la même nécessité. Le prolétariat en les exerçant l'une et l'autre ne peut pas se diviser contre lui-même. Que le syndiqué ne dise pas au socialiste : ce que je fais ne te regarde pas — et inversement. Vous ne pouvez pas couper en deux chaque prolétaire, appelé, pour s'affranchir, à devenir à la fois syndiqué et socialiste.

Cela veut-il dire que vous allez prendre à la gorge la Confédération générale du Travail pour la forcer à l'entente ? Non, cela veut dire que vous agirez sur elle en introduisant le plus possible de socialisme dans les syndicats. C'est un devoir que les socialistes doivent reconnaître et remplir. Vous demanderez à nos Bourses du Travail des départements de ne plus se faire représenter à Paris par des anarchistes qu'elles ignorent[2]. Partout où il y a des socialistes, il faut qu'ils soient dans les syndicats ; là où les syndicats ont été laissés à une influence mauvaise, entrez-y, non pour y introduire la politique, mais pour y porter l'esprit socialiste. Il ne s'agit pas d'y traiter les questions électorales ou parlementaires, mais d'y agir en socialistes, toujours à l'avant-garde pour que leur action s'exerce, non seulement sans l'hostilité, mais encore avec le concours donné du dehors par le Parti.

. . . .

Jean Jaurès. — Il est un autre point à respecter, c'est l'ampleur du syndicalisme et de la pensée syndicaliste.

1. La Fédération du Nord de la S.F.I.O., c'est-à-dire les mêmes hommes que la Fédération du Textile de la C.G.T.
2. Cette remarque de Jules Guesde est fondée.

Réduire le syndicat à un rôle purement corporatif, c'est le transformer. Pour ma part, je me félicite de voir les syndicats français aller au-delà de cette action réformiste et s'assigner comme but la suppression, l'entière transformation de la propriété et de la société capitaliste, par l'organisation et par la préparation de la grève générale. Je m'en félicite parce qu'ainsi se trouve appliqué, une fois de plus, et mis en action, ce qui est la force révolutionnaire propre de notre race, c'est-à-dire l'esprit de logique. La logique veut que lorsque les syndicats particuliers, qui procèdent par des grèves partielles et locales, se sont réunis et groupés en une vaste confédération, ils se demandent si la grève elle-même ne doit pas être généralisée comme l'organisation syndicale. Cela ne signifie pas qu'ils déchaîneront témérairement, à tout propos, des conflits désordonnés, qu'ils croiront toujours possible, sur un mot d'ordre, une grève générale ; cela signifie qu'ils se rappelleront toujours que la classe ouvrière est un ensemble, un bloc de travail, qu'elle peut devenir un bloc de refus de travail et qu'ainsi toute la société même qui repose sur ce bloc de travail peut s'effondrer le jour où le travail tout entier se refusera. Encore une fois, quand même il serait impraticable, impossible, de donner à cette conception une réalisation entière, il suffit qu'elle soit toujours présente à la pensée et à l'action des militants, qu'elle suscite, organise et tende les énergies, pour que le capitalisme vive avec l'obsession d'un gouffre ouvert à côté de lui. Cet esprit de vertige communiqué au capitalisme peut devenir un élément de transformation sociale.

C'est l'autonomie du syndicalisme que vous devez ensuite respecter et maintenir. La Confédération générale du Travail demande au Parti socialiste de ne pas intervenir, de ne pas s'ingérer dans son propre fonctionnement. Cette autonomie est bienfaisante. Nous ne pourrions que nous affaiblir les uns les autres, en embrouillant les tâches des uns et des autres. A mesure que se développe la puissance du mouvement ouvrier, il s'établit, dans ce mouvement même, une division du travail. Si nous prétendions nous

ingérer de trop près dans le fonctionnement même de la Confédération générale du Travail et paraître lui dicter ses décisions, les organisations syndicales soupçonneraient toujours que nous voulons les subordonner à des convenances électorales et parlementaires, et un malaise irait s'aggravant entre l'organisation économique et l'organisation politique.

....

Il nous est d'autant plus aisé de respecter, de ménager cette autonomie du mouvement syndical, que dans cette autonomie même s'affirme implicitement la pensée socialiste de la classe ouvrière. Que dit, en effet, le congrès d'Amiens ? Il marque d'abord que la classe ouvrière poursuit des améliorations immédiates. Et je dis que quand bien même la classe ouvrière syndicalement organisée ne se proposerait que des améliorations immédiates, quand bien même elle ne se proposerait qu'une action réformatrice, elle serait par là même en communication plus directe avec le Parti socialiste qu'avec les autres partis ; car il est le seul qui, en toute occasion, sans réserves, sans défaillance, propose et soutient les réformes utiles à la classe ouvrière.

Mais l'organisation syndicale, avec la résolution d'Amiens, va plus loin et elle dit que le but suprême du syndicalisme, c'est l'émancipation intégrale des travailleurs par l'expropriation capitaliste. Et quand elle a dit cela, elle a beau déclarer ensuite qu'elle est indépendante de tous les partis, c'est une déclaration que j'appellerai de façade, une déclaration illusoire, car par là même elle a rompu les ponts avec tous les autres partis et elle a construit le pont avec le Parti socialiste.

Hubert Lagardelle. — Lors donc, que le Parti socialiste prend l'ouvrier, il ne l'atteint qu'en tant qu'électeur, et, loin de le séparer des hommes des autres classes, il le mène à eux. De lui, il ne saisit que cet aspect impersonnel, qui — de différent qu'il était — le rend semblable à tous, qui le transporte de son terrain spécial de classe sur le terrain commun à toutes les classes, et qui fait que devant l'urne

électorale, dépouillé de ses qualités sensibles, il n'est plus qu'un citoyen abstrait, pareil aux autres citoyens, un bulletin de vote égal aux autres bulletins de vote.

Au contraire, voyez ce qui se passe dans le syndicat, où la classe ouvrière reste sur son terrain économique de classe. Le syndicat ne groupe par définition que des ouvriers, à l'exclusion des membres de toute autre classe. Et lorsqu'il prend l'ouvrier, il le prend comme tel, comme producteur touchant ainsi en lui la qualité qui lui est essentielle, celle qui fait sa vie. C'est là, vraiment, c'est dans le syndicat qui est le prolongement de l'atelier que se forme la psychologie des producteurs, que leur cohésion s'opère, que leur fusion se réalise. Les différences philosophiques, religieuses et politiques, s'effacent et il ne reste plus que des ouvriers forcés de défendre des intérêts communs contre des intérêts identiques. Et l'unité morale qui transforme leur masse amorphe en bloc vivant se forme ainsi peu à peu par le développement progressif de la conscience de leur solidarité.

. . . .

Motion du Tarn votée au congrès de Limoges

Le Congrès, convaincu que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme ;

Convaincu que cette double action sera d'autant plus efficace que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie ;

Prenant acte de la résolution du congrès d'Amiens qui affirme l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout parti politique et qui assigne en même temps au syndicalisme un but que le socialisme seul, comme parti politique, reconnaît et poursuit ;

Considérant que cette concordance fondamentale de l'action politique et de l'action économique du prolétariat amènera nécessairement, sans confusion, ni subordination,

ni défiance, une libre coopération entre les deux organismes ;

Invite tous les militants à travailler de leur mieux à dissiper tout malentendu entre la Confédération du Travail et le Parti socialiste.

Parti socialiste. Troisième congrès national tenu à Limoges..., 1906 ; compte rendu analytique et (pour l'intervention de Lagardelle) *Quatrième congrès national tenu à Nancy...*, 1907 ; compte rendu sténographique.

3. Guesdisme et syndicalisme

Édouard Berth est le principal disciple de Sorel, qu'il prolonge en renforçant toujours ses tendances : Action française en 1911, bolcheviste en 1920. L'hostilité de Berth envers le guesdisme répond à un mépris inverse de Guesde envers le syndicalisme. Berth montre objectivement que le guesdisme se fonde sur un sentiment de supériorité intellectuelle et subjectivement qu'il est l'adversaire principal du mouvement syndical.

L'ouvrage d'où sont tirées ces lignes contient aussi une critique de l'anarchie. En 1923, l'auteur réédita son œuvre sous un titre différent en y ajoutant une apologie du bolchevisme conçu comme l'aboutissement du syndicalisme révolutionnaire.

C'est un reproche courant, fait au syndicalisme révolutionnaire par les guesdistes, que celui de substituer à l'unité du mouvement politique la dispersion et la confusion de l'agitation syndicale. Les guesdistes ont toujours considéré le syndicat comme organe secondaire, accessoire, de valeur tout à fait médiocre ; ils lui concédaient tout au plus d'être pour le socialisme une sorte d'« école primaire » ; et qu'est-ce cela au regard de l'éminente dignité et de la haute valeur du groupement politique ? Ils n'ont jamais, on le sait, montré beaucoup d'enthousiasme pour les grèves ;

ces sursauts chaotiques, convulsifs, anarchiques de la force ouvrière, leur ont toujours déplu ; selon l'expression même de Guesde (voir sa proposition de loi pour organiser le droit de grève), c'est là de l'état de nature, auquel il faut substituer au plus vite l'état social, en soumettant ces mouvements spasmodiques et déréglés des travailleurs à la loi des majorités qui, gouvernant la vie politique, doit aussi commander la vie économique.

Et pourquoi ce dédain guesdiste pour le syndicat et les grèves ? Il n'y a pas à s'y tromper : ce dédain procède d'un amour extraordinaire pour l'unité, la centralisation et l'ordre (on sait comme le Parti ouvrier français aimait à s'ériger en parti de l'ordre contre les anarchistes) ; et c'est bien l'esprit même de l'État moderne, tel qu'il a été créé par la Révolution française, après avoir été ébauché par l'ancienne monarchie, qui anime les guesdistes et qui leur rend odieux toute espèce de particularisme.

Il y a un mot qui revient souvent dans la bouche de Guesde : c'est le mot *nation* ; et l'on sent qu'il a gardé pour lui toute la valeur, toute la force, toute la signification qu'il avait pour nos pères de 1792. La Nation ! la nation une et indivisible, qui a brisé les privilèges féodaux et qui opposa à l'Europe féodale le bloc invincible de son unité révolutionnaire ; la nation, à qui tous les citoyens, à la moindre réquisition, doivent le service et le don entier de leur personne.

....

La lutte, on le sait, fut toujours très vive et très âpre entre les « syndicaux » et les guesdistes ; ceux-ci ont perpétuellement tenté de confisquer le mouvement syndical à leur profit : ils voulaient bien des syndicats, mais des syndicats guesdistes, inféodés au Parti, leur servant uniquement de base matérielle de recrutement. Les syndicats, toujours, se sont cabrés contre cette prétention des guesdistes ; jamais ils n'ont voulu se laisser diriger ni domestiquer par eux, et les guesdistes, furieux, de les traiter d'anarchistes ! Il suffit de lire, par exemple, le livre de

Pelloutier : *Histoire des Bourses du Travail*, pour voir à quel point était grande cette animosité des « syndicaux » contre Guesde et son Parti, considérés comme ennemis éminents et particuliers. Le congrès d'Amiens a été le dernier écho de cette longue rivalité, et l'on peut juger du progrès accompli par le syndicalisme révolutionnaire à la seule défaite des guesdistes — défaite qui, à ce congrès, fut aussi complète que possible.

Cet antagonisme entre le guesdisme et les syndicats est bien significatif. Il l'est d'autant plus qu'on peut dire de Guesde et de Pelloutier — je prends des noms particulièrement symboliques pour évoquer des états d'âme collectifs — qu'ils ont eu l'un et l'autre, d'une manière très aiguë et très profonde, la notion de classe, de la classe ouvrière. On ne peut nier, en effet, que l'ancien Parti ouvrier français n'ait été un véritable Parti ouvrier ; son champ d'action privilégié a toujours été le Nord et le Nord, incontestablement, est la région la plus industrialisée, partant la plus ouvrière de France.

Le cas de Guesde est vraiment curieux. Il a eu, très vive, la notion de classe ; son intuition du socialisme a été très profonde ; mais il lui est arrivé ce qui est arrivé à beaucoup de novateurs dans n'importe quel ordre de l'activité humaine : cette intuition, une fois trouvée, il n'a pas su la développer, ou plutôt la plaçant aussitôt dans un cadre qui lui était contradictoire et où elle devait nécessairement s'émousser et se perdre, dans un cadre ancien, son socialisme, ouvrier originellement, a fini par se noyer dans la démocratie la plus bourgeoise. Le guesdisme fut l'effort le plus paradoxal qu'on puisse imaginer, la tentative de transporter l'intuition socialiste dans un cadre bourgeois, le cadre politique et parlementaire ; l'essai insensé de transposer la classe ouvrière en Parti ouvrier et, pour reprendre ma première formule, de donner à l'État politique moderne un contenu ouvrier.

Que cette tentative dût avorter, et avorter misérablement, il n'est pas étonnant : c'est l'histoire éternelle du nouveau vin mis dans de vieilles outres. En sorte que le

guesdisme est la démonstration par le fait, et la démonstration la plus éclatante, la plus pertinente qui soit, de l'impossibilité pour le socialisme de se réaliser sur le terrain démocratique et du danger pour la classe ouvrière de devenir un Parti — la démocratie étant chose d'essence bourgeoise et les partis, quels qu'ils soient, étant les organes naturels de la démocratie bourgeoise. Entre le socialisme et la démocratie, il y a un antagonisme essentiel, qui est l'antagonisme de l'économique et du politique, ou, si l'on aime mieux, de la Production et de l'État, organe parasitaire par excellence et quintessence de l'exploitation bourgeoise.

Les syndicats eurent toujours de cette vérité l'instinct le plus sûr et le plus aigu. Et c'est précisément parce que le guesdisme, étant ouvrier et ayant la notion de classe, constituait la plus grave des déviations par son erreur fondamentale de tactique, qu'il y eut toujours entre lui et eux la plus acharnée des oppositions. Le syndicalisme et le guesdisme étaient comme deux frères ennemis ; et il n'y a rien de plus âpre, on le sait bien, que les rivalités entre frères.

En effet, l'idée essentielle du syndicalisme est qu'il est impossible de se servir de l'État dans un sens ouvrier ; l'État est chose bourgeoise, par essence et destination ; et, par conséquent, le triomphe de la classe ouvrière ne peut se réaliser que par la destruction de l'État, sa décomposition ou résorption au sein des organismes ouvriers. Le guesdisme, lui, se contente de conquérir l'État, de substituer au personnel gouvernemental bourgeois un personnel soi-disant ouvrier ; il y a là un simple déplacement de force politique, une invasion de nature purement spatiale mécanique, qui déloge un possesseur par un autre possesseur, comme un clou chasse l'autre ; tous les organismes politiques, au moyen desquels fonctionne la démocratie bourgeoise, conseils municipaux, conseils généraux, Parlement — tous ces démembrements de la force politique bourgeoise —, on se contente de s'y introduire, d'essayer d'y devenir la majorité, pour les utiliser au profit de la classe ouvrière ;

et le seul organisme vraiment ouvrier, le syndicat, le seul qui représente le pouvoir producteur en face de tous les non-producteurs, la société économique en face de la politique, c'est-à-dire de la société parasitaire, le guesdisme voudrait le leur subordonner !

C'est au contraire cet organisme que le syndicalisme veut exalter aux dépens de tous les organismes de nature politique qui l'enveloppent et l'exploitent ; c'est en lui qu'il prétend résorber et la commune et l'État, pour faire surgir en pleine clarté la société économique, enfin débarrassée de sa carapace politique. L'Atelier, — le groupement libre et égalitaire des ouvriers possesseurs de leurs instruments de travail et maîtres de leur force collective qui jusqu'ici s'est aliénée entre les mains du Capital et de l'État, — tel est, pour le syndicalisme, le centre et l'âme d'une société socialiste, où les forces productives, dégagées de toute entrave, sont exaltées à leur plus haute puissance.

E. BERTH, *Les Nouveaux Aspects du socialisme*, Paris, M. Rivière, 1908, pp. 11-12, 14-17.

4. Difficultés pratiques de l'indépendance

L'anarchiste Paul Delesalle, secrétaire-adjoint de la Fédération des Bourses de 1898 à 1908, se désole de l'existence d'un fossé entre la doctrine de l'indépendance syndicale et sa pratique. Il était inévitable que les municipalités radicales et socialistes entretiennent des rapports étroits avec les Bourses du Travail qui, sur le plan local, regroupaient leurs électeurs. Électoralisme, municipalisme, parlementarisme étaient, surtout en province, la rançon des subventions.

Si l'on examine d'un peu près l'organisation ouvrière à ses débuts, l'on est obligé de reconnaître que ces subventions

municipales ne furent pas inutiles ; elles contribuèrent à créer dans certaines villes un mouvement syndical aujourd'hui indéracinable, quelles que soient, actuellement ou dans l'avenir, les embûches patronales ou gouvernementales alliées, que les groupements syndicaux peuvent avoir à éviter.

Mais, s'il est logique de reconnaître que la pratique des subventions — car ce fut plus une pratique, si j'ose dire, qu'une théorie — ne fut pas sans utilité immédiate, l'on doit avouer que c'est de là que provient le malaise dont souffrent actuellement quelques Bourses du Travail. Il est regrettable que les Bourses n'aient pas plus profité de cette période de vie relativement facile et exempte de soucis pécuniaires pour se préparer une vie autonome plus conforme à la dignité ouvrière et surtout plus adaptée au rôle que le syndicalisme entend jouer aujourd'hui dans la société capitaliste.

Il apparaît, en effet, qu'il y a contradiction entre le caractère indéniable d'opposition du syndicalisme tel qu'il a été ratifié hier encore au congrès de Marseille et le fait de solliciter ou d'accepter une aide des pouvoirs publics, municipaux ou autres.

. . . .

A la vérité le malaise créé par le subventionnisme n'est pas imputable exclusivement aux militants des villes de province, qui ont cru devoir demander aide à leurs municipalités. L'exemple est venu d'en haut, et c'est la plupart du temps sur les conseils mêmes du secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail que ces subventions ont été, au début, sollicités et obtenues.

Dans une petite brochure éditée par les soins de la Fédération des Bourses du Travail : *Méthode pour la création et le fonctionnement des Bourses du Travail*, brochure longtemps envoyée aux organisations qui sollicitaient des renseignements pour créer une Bourse du Travail, il est indiqué tout au long, avec commentaire à l'appui, le taux de la subvention à solliciter, proportionnellement à l'im-

portance du milieu ouvrier et des ressources de la localité. De plus, la brochure s'étendait sur les moyens propres à obtenir lesdites subventions. Comptant s'attacher les travailleurs, s'en faire — et, reconnaissons-le, s'en faisant par ce procédé — une *clientèle électorale facile* les municipalités radicales et socialistes votèrent les subventions, accordèrent les locaux sollicités ou en firent bâtir spécialement.

Tant que les Bourses du Travail se contentèrent d'organiser des bureaux de placement ou de créer des cours professionnels, ou autres services semblables, tant qu'elles se cantonnèrent dans une besogne pacifique, les subventions furent renouvelées et augmentées. Mais du jour où la classe ouvrière, plus consciente d'elle-même, se résolut à la lutte contre ses exploiteurs, lorsque les théories de l'action directe se développèrent, dès lors les municipalités radicales et démocrates, voire même socialistes, se cabrèrent, et les refus de subventions, l'expulsion des locaux jusque-là accordés commença et continue.

. . . .

Le subventionnisme fut un moment, il faut le dire, un danger puisque la Fédération des Bourses du Travail obtint du gouvernement une subvention de 10 000 francs inscrite au budget de l'État au chapitre du ministère du Commerce.

C'était pendant la période du « millerandisme ». L'on espérait bien alors en haut lieu ramener les organisations syndicales et les Bourses du Travail notamment, dont l'action commençait à devenir inquiétante, dans une voie plus conforme à l'idéal démocratique de nos socialistes d'État. Ces jours de douce « collaboration », malgré quelques espérances que pouvaient avoir fait naître certains incidents qui eurent leur écho au Comité confédéral, ne semblent pas malgré tout devoir se réaliser de sitôt.

. . . .

Ce qu'il faut, ce à quoi doivent tendre les efforts des hommes qui ont assumé la difficile et complexe tâche d'or-

ganiser et d'orienter le mouvement syndical, c'est que celui-ci arrive avant tout à vivre *par lui-même*. L'entière, la complète indépendance est là et là seulement. Arriver à être chez elles, avoir leurs locaux à elles, telle est la besogne la plus urgente pour les Bourses du Travail éprises d'indépendance et de liberté d'action.

En cherchant bien, cela n'est peut-être pas aussi difficile que quelques-uns ne semblent le croire. Un peu de confiance en soi et beaucoup de volonté y aiderait ardemment.

Un fait est venu le démontrer. La Confédération générale du Travail expulsée de la Bourse du Travail de Paris, chassée ensuite de locaux privés où elle avait transporté ses services et parvenant au bout de deux ou trois années à avoir un local à elle, a excité la confiance, donné aux plus timorés un exemple[1].

Cette question de l'indépendance du mouvement syndical, s'il veut rester dans la tradition révolutionnaire de ces dernières années, me semble primordiale. Je ne puis mieux faire que de reproduire ici ce que j'écrivais à ce sujet et ayant trait surtout aux moyens les plus pratiques, selon moi, à conquérir cette indépendance.

« Tout d'abord, j'écarterai *de plano* l'un des moyens préconisés : *le concours de coopératives de production et de consommation.* » En effet, l'expérience nous a souvent montré que ces organismes avaient trop à lutter pour eux-mêmes, pour qu'il nous soit permis d'en faire état et d'attacher à leur sort l'existence du mouvement syndicaliste.

....

« *Être chez soi, avoir son immeuble à soi. Voilà le but à poursuivre.* »

....

Le désir d'indépendance, de liberté et d'autonomie a toujours été grand chez l'ouvrier français ; et ce qui a pu

1. Il s'agit ici de l'expulsion de 1906.

faire parfois, et dans des circonstances déterminées, sa faiblesse, pourrait contribuer ici à devenir sa force. Si certaines Bourses du Travail sont délaissées, si les camarades syndiqués ne s'en occupent pas comme ils le devraient, c'est qu'ils n'y ont aucune attache réellement solide.

On ne se dévoue, on ne se passionne vraiment que pour ce qui nous oblige à un effort. Pour cet effort, l'exemple doit venir d'en haut, et les conseils d'administration, les secrétaires des Bourses peuvent beaucoup en ce sens.

J'y insiste encore une fois. Qu'on songe à l'exemple donné au centre. La Confédération générale du Travail — c'est là un beau grand service que lui ont rendu ses adversaires — est aujourd'hui chez elle, ayant des services qui lui sont propres, service médical pour les accidentés du travail, imprimerie, etc., etc., services qui chaque jour tendent à prendre plus d'importance. C'est cet exemple, venu d'en haut, que doivent imiter les organismes qui sont à la base, et qui en fait ont à lutter contre de moindres difficultés.

. . . .

Les Bourses du Travail subsistent et subsisteront quel que soit le devenir du mouvement syndicaliste actuel. Leur rôle même ne fait, à notre avis, que commencer. Les travailleurs imbus des idées qui sont la caractéristique de notre Confédération générale du Travail entrevoient pour ces institutions de nouveaux développements, leur assignent dans la société future un rôle bien plus grand encore. Ils veulent y voir l'embryon des organismes qui, dans une société communiste, assureraient la production et la répartition. « S'il est exact que l'avenir est à l'« association libre des producteurs » prévue par Bakounine — écrivait Fernand Pelloutier —, annoncée par toutes les manifestations de ce siècle, proclamée même par les défenseurs les plus qualifiés du régime politique actuel, ce sera sans doute dans ces Bourses du Travail ou dans des organismes semblables, mais ouverts à tout ce qui pense et agit, que les hommes se rencontreront pour chercher

en commun les moyens de discipliner les forces naturelles et de les faire servir au bien-être humain. »

Rôle beau et grand, s'il en fut jamais, l'on en conviendra, et qui, nous n'en doutons pas, se réalisera un jour.

Le rapide développement des Bourses du Travail, l'importance toujours plus grande qu'elles ne cessent de prendre dans la vie économique de ce pays nous en donnent l'assurance.

P. Delesalle, *Les Bourses du Travail et la C.G.T.*, Paris, M. Rivière, s. d. [1909], pp. 46-52, 54-56.

SYNDICALISME ET ANARCHISME

5. Le débat entre Monatte et Malatesta au congrès anarchiste d'Amsterdam

Au congrès anarchiste international de 1907, Monatte essaie de faire comprendre l'expérience française, alors presque unique, du syndicalisme révolutionnaire[1]. Ses arguments sont ceux de Pouget ou de Pelloutier. Le mode de pensée de son adversaire Malatesta est celui de Jules Guesde et aboutit à une conception symétrique du syndicalisme : école, milieu de recrutement et courroie de transmission de l'anarchie ; et le droit de se prétendre révolutionnaires est contesté aux syndicats.

Pierre Monatte. — Mon désir n'est pas tant de vous donner un exposé théorique du syndicalisme révolutionnaire que de vous le montrer à l'œuvre et, ainsi, de faire parler les faits. Le syndicalisme révolutionnaire, à la différence

1. Les principaux délégués français Benoît Broutchoux, Monatte, Amédée Dunois et de Marmande étaient syndicalistes.

du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière, s'est affirmé moins par des théories que par des actes, et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de commun entre l'anarchisme et le syndicalisme. Tous les deux poursuivent l'extirpation complète du capitalisme et du salariat par le moyen de la révolution sociale. Le syndicalisme, qui est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier, a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières ; d'autre part, les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe. Ainsi, syndicalisme et anarchisme ont réagi l'un sur l'autre, pour le plus grand bien de l'un et de l'autre.

C'est en France, dans les cadres de la Confédération générale du Travail, que les idées syndicalistes révolutionnaires ont pris naissance et se sont développées. La Confédération occupe une place absolument à part dans le mouvement ouvrier international. C'est la seule organisation qui, tout en se déclarant nettement révolutionnaire, soit sans attaches aucunes avec les partis politiques, même les plus avancés. Dans la plupart des autres pays que la France, la social-démocratie joue les premiers rôles. En France, la C.G.T. laisse loin derrière elle, par la force numérique autant que par l'influence exercée, le Parti socialiste : elle prétend représenter seule la classe ouvrière, et elle a repoussé hautement toutes les avances qui lui ont été faites depuis quelques années. L'autonomie a fait sa force et elle entend demeurer autonome.

Cette prétention de la C.G.T., son refus de traiter avec les partis, lui a valu de la part d'adversaires exaspérés le qualificatif d'anarchistes. Aucun cependant n'est plus faux. La C.G.T., vaste groupement de syndicats et d'unions ouvrières, n'a pas de doctrine officielle. Mais toutes les doctrines y sont représentées et y jouissent d'une tolérance égale. Il y a dans le comité confédéral un certain nombre d'anarchistes ; ils s'y rencontrent et y collaborent avec des

socialistes dont la grande majorité — il convient de le noter au passage — n'est pas moins hostile que ne le sont les anarchistes à toute idée d'entente entre les syndicats et le Parti socialiste...

... C'est vers cette époque que nombre d'anarchistes, s'apercevant enfin que la philosophie ne suffit pas pour faire la révolution, entrèrent dans un mouvement ouvrier qui faisait naître, chez ceux qui savaient observer, les plus belles espérances. Fernand Pelloutier fut l'homme qui incarna le mieux, à cette époque, cette évolution des anarchistes.

Tous les congrès qui suivirent accentuèrent plus encore le divorce entre la classe ouvrière organisée et la politique. A Toulouse, en 1897, nos camarades Delesalle et Pouget firent adopter les tactiques dites du boycottage et du sabotage. En 1900, *La Voix du Peuple* fut fondée, avec Pouget pour principal rédacteur. La C.G.T., sortant de la difficile période des débuts, attestait tous les jours davantage sa force grandissante. Elle devenait une puissance avec laquelle le gouvernement d'une part, les partis socialistes de l'autre, devaient désormais compter.

De la part du premier, soutenu par tous les socialistes réformistes, le mouvement nouveau eut alors à subir un terrible assaut. Millerand, devenu ministre, essaya de gouvernementaliser les syndicats, de faire de chaque Bourse une succursale de son ministère. Des agents à sa solde travaillaient pour lui dans les organisations. On essaya de corrompre les militants fidèles. Le danger était grand. Il fut conjuré, grâce à l'entente qui intervint alors entre toutes les fractions révolutionnaires, entre anarchistes, guesdistes et blanquistes. Cette entente s'est maintenue, le danger passé. La Confédération — fortifiée depuis 1902 par l'entrée dans son sein de la Fédération des Bourses, par quoi fut réalisée l'unité ouvrière — puise aujourd'hui sa force en elle ; et c'est de cette entente qu'est né le syndicalisme révolutionnaire, la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale.

Mais — et j'appelle sur ce point, dont l'importance est extrême, toute l'attention de nos camarades non français — ni la réalisation de l'unité ouvrière, ni la coalition des révolutionnaires n'auraient pu, à elles seules, amener la C.G.T. à son degré actuel de prospérité et d'influence, si nous n'étions restés fidèles, dans la pratique syndicale, à ce principe fondamental qui exclut en fait les syndicats d'opinion : un seul syndicat par profession et par ville. La conséquence de ce principe, c'est la neutralisation politique du syndicat, lequel ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier. Au syndicat, les divergences d'opinion, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan ; moyennant quoi, l'entente est possible. Dans la vie pratique, les intérêts priment les idées ; or toutes les querelles entre les écoles et les sectes ne feront pas que les ouvriers, du fait même qu'ils sont tous pareillement assujettis à la loi du salariat, n'aient des intérêts identiques. Et voilà le secret de l'entente qui s'est établie entre eux, qui fait la force du syndicalisme et qui lui a permis, l'année dernière au congrès d'Amiens, d'affirmer fièrement qu'il se suffisait à lui-même...

... Mais si je considère le syndicalisme dans son ensemble, sans m'arrêter davantage à ses manifestations particulières, quelle apologie n'en devrai-je pas faire ! — L'esprit révolutionnaire en France se mourait, s'alanguissait tout au moins, d'année en année. Le révolutionnarisme de Guesde, par exemple, n'était plus que verbal ou, pis encore, électoral et parlementaire ; le révolutionnarisme de Jaurès allait, lui, beaucoup plus loin : il était tout simplement, et d'ailleurs très franchement, ministériel et gouvernemental. Quant aux anarchistes, leur révolutionnarisme s'était réfugié superbement dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique. Parmi tant de défaillances, par l'effet même de ces défaillances, le syndicalisme est né ; l'esprit révolutionnaire s'est ranimé, s'est renouvelé à son contact, et la bourgeoisie, pour la première fois depuis

que la dynamite anarchiste avait tu sa voix grandiose, la bourgeoisie a tremblé !

Eh bien, il importe que l'expérience syndicaliste du prolétariat français profite aux prolétaires de tous les pays ! Et c'est la tâche des anarchistes de faire que cette expérience se recommence partout où il y a une classe ouvrière, un travail d'émancipation. A ce syndicalisme d'opinion qui a produit, en Russie par exemple, des syndicats anarchistes, en Belgique et en Allemagne, des syndicats chrétiens et des syndicats social-démocratiques, il appartient aux anarchistes d'opposer un syndicalisme à la manière française, un syndicalisme neutre ou, plus exactement, indépendant. De même qu'il n'y a qu'une classe ouvrière, il faut qu'il n'y ait plus, dans chaque métier et dans chaque ville, qu'une organisation ouvrière, qu'un unique syndicat. A cette condition seule, la lutte de classe — cessant d'être entravée à tout instant par les chamailleries des écoles ou des sectes rivales — pourra se développer dans toute son ampleur et donner son maximum d'effet.

Le syndicalisme, a proclamé le congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant, sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation. Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ?

Le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école de volonté, d'énergie, de pensée féconde. Il ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles. Que tous les anarchistes viennent donc au syndicalisme : leur œuvre en sera plus féconde, leurs coups contre le régime social plus décisifs. [...]

Errico Malatesta. — Le syndicalisme, ou plus exactement le mouvement ouvrier (le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre), le mouvement ouvrier, dis-je, a toujours trouvé en moi un défenseur résolu, mais non aveugle. C'est que je voyais en lui un terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire, en même temps qu'un point de contact entre les masses et nous. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. On me doit cette justice que je n'ai jamais été de ces anarchistes intellectuels qui, lorsque la vieille Internationale eut été dissoute, se sont bénévolement enfermés dans la tour d'ivoire de la pure spéculation, que je n'ai cessé de combattre, partout où je la rencontrais, en Italie, en France, en Angleterre et ailleurs, cette attitude d'isolement hautain, ni de pousser de nouveau les compagnons dans cette voie que les syndicalistes, oubliant un passé glorieux, appellent nouvelle, mais qu'avaient déjà entrevue et suivie, dans l'Internationale, les premiers anarchistes.

Je veux, aujourd'hui comme hier, que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient tout aussitôt des syndicats social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument neutres.

Donc je suis pour la participation la plus active possible au mouvement ouvrier. Mais je le suis avant tout dans l'intérêt de notre propagande dont le champ se trouverait ainsi considérablement élargi. Seulement cette participation ne peut équivaloir en rien à une renonciation à nos plus chères idées. Au syndicat, nous devons rester des

anarchistes, dans toute la force et toute l'ampleur de ce terme. Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen. — le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but, et même je n'en voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes, ou plus simplement nos autres moyens de propagande et d'agitation.

Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

Or, même s'il se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire, le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible — et encore ! — que l'amélioration des conditions de travail. Je n'en chercherai d'autre preuve que celle qui nous est offerte par les grandes unions nord-américaines.

Après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical, aux temps où elles étaient encore faibles, ces unions sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des organisations nettement conservatrices[1], uniquement occupées à faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine et beaucoup moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie ! Or ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le syndicalisme, ou plutôt qui ne compte pour lui que comme obstacle, nous ne pouvons pas l'oublier, nous autres anarchistes, et nous devons le défendre parce qu'il est le pire des souffrants.

Je le répète : il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières. D'abord pour y faire de la propagande anarchiste ; ensuite parce que c'est le seul moyen pour

1. Cela n'est pas exact en ce qui concerne les I.W.W.

nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production ; nous devons y aller enfin pour réagir énergiquement contre cet état d'esprit détestable qui incline les syndicats à ne défendre que des intérêts particuliers.

L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe. C'est la conception selon laquelle les intérêts économiques de tous les ouvriers — de la classe ouvrière — seraient solidaires, la conception selon laquelle il suffit que des travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat...

... Il faut maintenant conclure. Je déplorais jadis que les compagnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujourd'hui je déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement. Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des moyens. L'anarchie est le but. La révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous donc de tout moyen d'action unilatéral et simpliste. Le syndicalisme, moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui vaille un effort : l'Anarchie !

. . . .

R. Friedeberg. — Avec Malatesta, je pense que l'anarchisme ne se propose pas seulement l'émancipation d'une classe, si intéressante soit-elle, mais de l'humanité tout entière, sans distinction de classe, comme sans distinction de sexe, de nationalité, ni de race. Faire tenir toute l'action

anarchiste dans les cadres du mouvement de la classe ouvrière, c'est donc, selon moi, méconnaître gravement le caractère essentiel et profond de l'anarchisme.

Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, Août 1907, Paris, 1908. L'auteur de la publication est Amédée Dunois.

6. Objections anarchistes

Ces textes vont plus loin que le débat qui précède puisque c'est la mission, l'élection du prolétariat qui sont mises en cause.

Le cordonnier Jean Grave, devenu après la mort d'Élie et Élisée Reclus et de Louise Michel le principal guide français des anarchistes, ajoute aux critiques de Malatesta la contradiction entre une espérance révolutionnaire à long terme et un empirisme quotidien. Jacques Mesnil ne croit à la conscience révolutionnaire ni du *Lumpenproletariat*, ni des aristocraties ouvrières syndiquées. A l'inverse de Malatesta, Jean Grave comme Kropotkine adhéra à l'Union sacrée. Au contraire, J. Dwelshauvers, dit Jacques Mesnil, historien critique d'art et publiciste anarchiste, était l'ami de Romain Rolland et il fut zimmerwaldien puis communiste. Il accompagna dans l'opposition Souvarine et Monatte.

I. Jean Grave

Le syndicat est un groupement de lutte qui s'impose aux travailleurs en l'état social actuel.

Ceux qui sont les plus opprimés économiquement, intellectuellement et moralement, ont des réclamations à produire chaque jour, à chaque heure, à chaque instant.

Crevant de faim continuellement, il ne peut leur être indifférent d'obtenir une concession, si légère soit-elle, ou d'empêcher ne serait-ce qu'un dixième de tour à la vis de compression.

S'il est vrai qu'il n'y a que la disparition complète

de l'exploitation qui puisse les libérer, ils ne peuvent, dans l'espérance de cette révolution, qui s'opérera on ne saurait prévoir quand, abandonner la lutte de tous les jours ; car cet abandon encouragerait leurs exploiteurs à faire peser plus fort sur eux leur exploitation.

En attendant la suppression du salariat et de l'exploitation capitaliste, il leur faut bien résister aux diminutions de salaire, ou prendre l'offensive pour en obtenir l'augmentation lorsque l'accroissement des charges sociales vient leur rendre la vie impossible, ou qu'une conception plus nette de leurs droits les incite à réclamer une part plus large dans les produits de leur activité.

Et, forcément la lutte au jour le jour, l'appât de l'amélioration immédiate, ou de ce qui semble tel, l'emportera toujours sur la lutte à buts plus incertains, plus éloignés, moins définis. Une heure de moins à l'atelier, quarante sous de plus à la fin de la semaine sembleront toujours plus faciles à obtenir, d'une réalisation beaucoup plus proche — et le sont, le plus souvent —, que la disparition des exploiteurs, que la réalisation du bonheur et de l'affranchissement intégral.

Quelle que soit l'intensité de la propagande révolutionnaire, les travailleurs, en temps ordinaire, se grouperont, surtout pour des buts proches, faciles à atteindre. Et voudrait-on négliger ce côté que la réalité ne tarderait pas à les y ramener. C'est dans la lutte, dans la propagande, qu'on pourra leur faire ensuite, qu'ils apprendront à connaître l'inanité des réformes partielles.

Aussi, est-ce une erreur d'affirmer, comme le font les syndicalistes révolutionnaires, comme le croient bon nombre d'anarchistes, comme le prophétise toute une nouvelle école socialiste — qui vient de découvrir le syndicalisme —, que ce sont les syndicats qui organiseront la révolution, qu'ils sont appelés à organiser la production dans la société future, et qu'ils nous représentent la cellule initiale des groupements futurs. [...]

... Les revendications ouvrières forment le fond principal de la révolution qui se prépare ; de plus il serait absurde de penser faire une révolution sans le concours de la masse ouvrière. Mais, de par le fait qu'ils sont forcés de lutter journellement contre les exploiteurs, les syndicats, même lorsqu'ils inscrivent dans leur programme la suppression du salariat, l'expropriation de ceux qui se sont accaparé le sol et les moyens de production, cela reste toujours dans les choses lointaines, toute leur activité étant absorbée par la lutte quotidienne et les conflits qui surgissent à chaque instant entre salariants et salariés ; forcés qu'ils sont de les résoudre afin de donner satisfaction à ceux qui se groupent autour de l'organisation syndicale, ne lui demandant que ce qui est immédiatement réalisable.

Amener leurs coadhérents à comprendre que leur libération ne se fera que par eux-mêmes et lorsqu'ils se seront débarrassés de l'exploitation, c'est l'œuvre des anarchistes qui pénètrent dans les syndicats ; cela doit aussi devenir l'œuvre de ceux des syndicalistes qui sont arrivés à s'émanciper intellectuellement.

Mais la lutte de tous les jours, qui est inévitable, qui a sa raison d'être, a aussi son utilité, car elle habitue les travailleurs à corser leurs réclamations en leur démontrant que l'augmentation progressive des salaires est une chaîne sans fin qui peut se dérouler indéfiniment, en les laissant toujours aussi misérables et exploités. Cependant la lutte, leur donnant conscience de leur force, a, de plus, l'inconvénient de faire prédominer les réclamations du moment, au détriment des réalisations plus éloignées. Il y a une pente sur laquelle il est facile de glisser. C'est pourquoi il serait dangereux de voir dans le syndicalisme le seul moyen révolutionnaire.

J. Grave, *Le Syndicalisme dans l'évolution sociale*, Paris, Les Temps nouveaux, 1908, pp. 5-8.

II. Jacques Mesnil

A bien examiner les choses, il y a deux sortes de révolutionnaires ; je pourrais les dénommer : les révolutionnaires par intérêt et les révolutionnaires par tempérament. Il est clair que les révolutionnaires par intérêt sont beaucoup plus nombreux dans le peuple que dans la bourgeoisie. Encore ne sont-ils pas également nombreux dans toutes les couches populaires. Les plus miséreux, ceux qui vivent au jour le jour, qui n'ont pas de quoi manger à leur faim et n'ont ni le loisir ni la force de se rendre compte de leur situation, ceux-là ne peuvent même pas comprendre leur intérêt. Ils forment la masse amorphe des exploités résignés qu'il est difficile d'organiser. A cette classe appartiennent aussi beaucoup de travailleurs isolés, tels que les ouvriers agricoles qui travaillent pour de petits propriétaires. C'est seulement grâce à un salaire un peu plus élevé et au contact journalier avec des camarades qui se trouvent dans les mêmes conditions économiques que lui que l'ouvrier acquiert la force de penser et la tendance à discuter ses intérêts : s'il comprend nettement sa situation et ne laisse pas endormir son esprit par ceux qui veulent faire métier de le mener, il deviendra nécessairement révolutionnaire.

Si nous passons maintenant aux corporations ouvrières puissantes, à celles où les salaires sont élevés ou à celles qui dépendent de l'État et jouissent de quelques avantages inconnus aux travailleurs libres, nous serons frappés du fait que l'esprit révolutionnaire y est moins vif que dans les corporations moins favorisées, économiquement et socialement parlant. On y trouve une tendance au réformisme ; leurs membres acceptent déjà plus ou moins l'état actuel des choses : ils ne veulent pas perdre les avantages qu'ils ont acquis et s'attendent à en conquérir d'autres ; certains espèrent déjà tenir leur part de l'assiette au beurre. On sent que la plupart aspirent au fond d'eux-mêmes à devenir des bourgeois.

J. Mesnil, *Esprit révolutionnaire et syndicalisme*, Paris, Les Temps nouveaux, 1914, pp. 4-5.